

Intervention de S.E. Monsieur Marc Pecsteen de
Buytsverve, Ambassadeur, Représentant permanent

au Conseil de sécurité des Nations Unies

Briefing et consultations MANUL (Libye)

New York, le 18 janvier 2019

Monsieur le Président,

Permettez-moi de tout d'abord remercier le Représentant Spécial du Secrétaire Général Ghassan Salamé pour son intervention.

Je tiens à saluer votre travail, ainsi que celui de l'ensemble du personnel de la mission, opérant souvent dans un environnement particulièrement difficile.

[Je remercie également l'Ambassadeur Schulz pour son exposé en tant que Président du comité des sanctions établi par la résolution 1970.]

Monsieur le Président,

La Belgique demeure attachée à la mise en œuvre du Plan d'Action de l'ONU pour la Libye amendé.

Pour briser le statu quo, des progrès sont nécessaires sur les 3 volets politique, de sécurité et économique, qui sont indissociables dans le cadre d'un processus inclusif, mené par les Libyens eux-mêmes.

Nous soutenons donc le travail du Représentant Spécial et de l'ensemble de la MANUL dans leurs efforts constants visant à réunir la Conférence Nationale d'ici peu. La Belgique appelle l'ensemble des acteurs Libyens à

coopérer de manière constructive avec la MANUL pour la tenue et la réussite de la Conférence Nationale. Celle-ci devrait adopter l'ensemble des principes et des engagements nécessaires afin de permettre la tenue des élections législatives.

Monsieur le Président,

Il n'y a pas de solution militaire au conflit en Libye. Seule une solution politique peut mettre fin à la violence et permettre de reconstruire des institutions fortes au bénéfice de tous les Libyens, telles des forces de défense et de sécurité unifiées, professionnelles et sous contrôle civil.

La situation sécuritaire à Tripoli reste fragile, malgré le cessez-le-feu et les arrangements sécuritaires conclus en septembre grâce aux efforts d'UNSMIL. Nous appelons au respect strict de ces accords et à la mise en œuvre par les parties concernées de leurs engagements. Nous condamnons les récents combats initiés au Sud de Tripoli.

La menace terroriste reste présente en Libye. L'absence de solution politique au conflit ne peut que favoriser la ré-émergence du terrorisme - et de Daesh en particulier. Je voudrais attirer l'attention sur les souffrances disproportionnées infligées aux enfants du fait du conflit armé en Libye. Des cas d'utilisation d'enfants par des groupes armés en Libye continuent d'être rapportés. Des enfants ont été privés de liberté par les parties au conflit et utilisés dans les échanges de prisonniers. Les Nations Unies ont documenté des incidents qui ont touché des personnes déplacées et des migrants, y compris des enfants, qui ont été privés de liberté, violés ou soumis à la prostitution ou à d'autres formes de violence sexuelle. Il est essentiel que nous protégeons les enfants aujourd'hui pour prévenir de nouveaux cycles de violence et de conflits demain.

Monsieur le Président,

La gestion responsable et transparente des considérables revenus du pays – qu'ils soient issus du pétrole ou de la taxation- au profit de l'ensemble des Libyens est un chantier majeur.

Les réformes économiques, telles l'élimination des subsides pour le carburant ou la dévaluation, méritent également une attention prioritaire. Nous sommes encouragés par certaines mesures de réformes économiques prises récemment et nous appelons les instances concentrées à continuer sur cette voie, notamment dans leurs travaux d'élaboration d'un budget unifié et responsable pour 2019.

Pour conclure, j'exprime le souhait qu'une intégration des structures économiques puisse montrer la voie à une réunification des institutions politiques et sécuritaires.

Je vous remercie.